

Matsuura expose sa vision

# L'Unesco pour des systèmes «plus diversifiés et accessibles»

L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) est venue à la rescousse des gouvernements, pour les aider à remplacer des structures éducatives coûteuses, rigides et culturellement aliénantes, par des structures dotées de systèmes d'enseignement qui soient moins onéreux, plus diversifiés et à la portée de tous, sans sacrifier la qualité.

L'UNESCO envisage également d'appuyer le développement de services d'éducation de base qui cibleront les plus démunis, les adultes analphabètes, les enfants déscolarisés, y compris les enfants travailleurs, les enfants des rues ou réfugiés, en appliquant une stratégie qui inclut à la fois le système éducatif formel et toutes les alternatives qu'offre le secteur non formel. Dans un discours prononcé mercredi devant le Forum Mondial sur l'Éducation, le Directeur Général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, a déclaré que l'éducation de base doit devenir un domaine dans lequel sont exclues toutes les formes d'exclusion et de discrimination. D'autres plans envisagés par l'UNESCO pour divers soutiens aux gouvernements dans le domaine de l'éducation, comportent la création d'un système éducatif dont le contenu et les méthodes sont axés sur les réalités sociales et culturelles des pays concernés, tout en incluant le potentiel linguistique et indigène en matière de compétences et de pratiques, ainsi que les valeurs qui forment le pilier de la société, qui doivent figurer au cœur du système éducatif.

Pour M. Matsuura, la vision globale



Le DG de l'UNESCO, (à droite) lors de sa visite à l'école Ste Marie de Hann

d'Éducation pour Tous proclamée à Jomtien il y a 10 ans, n'a rien perdu de sa sagesse et de sa pertinence, mais ce que la conférence n'avait pas prévu, ce sont les événements parfois tragiques de la décennie, tels que la prolifération des conflits ethniques, la pandémie du sida, le processus de mondialisation et le fossé de plus en plus grand entre riches et pauvres, qui affectent toutes les sociétés, et partant, le système éducatif. Tout en relevant les progrès remarquables qui ont été réalisés par certains pays depuis Jomtien, Matsuura a déclaré qu'il n'en demeure pas moins qu'on s'est écarté des objectifs initiaux, parmi lesquels figure l'enseignement formel, qui a été la prin-

cipale préoccupation dans le domaine de l'éducation, d'où l'absence d'intérêt pour les moyens d'apprentissage non formels. Nombre de pays ont mis du temps à redéfinir leurs besoins d'éducation, concernant notamment un contenu pédagogique qui reflète la culture et correspond aux besoins spécifiques de chaque société, et les inégalités de plus en plus grandes

dans les systèmes éducatifs, qui font que les plus pauvres d'entre les pauvres, les minorités et les individus ayant des besoins spéciaux d'éducation sont à peine pris en considération, ou sont exclus du courant dominant de l'éducation.

Parmi les autres domaines figurent les disparités en matière de technologies de l'information qui, dit-on, auraient marginalisé encore plus les couches sociales les plus pauvres; l'éducation de l'enfance très peu développée, qui continue de favoriser les populations urbaines mieux nanties, et aussi l'éducation de base qui est très peu financée, tant par la plupart des pays qui lui consacrent moins de 2 pour cent en moyenne de leur produit intérieur brut, que par la communauté des donateurs qui, elle aussi, lui consacre deux pour cent de l'aide au développement.

Matsuura s'est montré optimiste, disant que le Forum de Dakar parviendra à adopter un cadre d'action global qui représente l'engagement clair et irrévocable de la communauté internationale à satisfaire les besoins fondamentaux d'apprentissage de tous les enfants. «Le dernier jour à Dakar doit être le premier jour d'un combat collectif et victorieux pour réaliser l'éducation pour tous»

Obasanjo à Dakar

## «Nous devons changer radicalement de politique»



Le développement et le progrès de l'Afrique resteront dans la zone des calmes dans laquelle ils se trouvent à l'heure actuelle, tant que prévaudra l'ignorance résultant de l'éducation insuffisante, selon le Président nigérian Olusegun Obasanjo.

Le Chef de l'Etat nigérian, dont l'arrivée à l'Forum en a surpris plus d'un, a déclaré à la plénière que le continent ne peut espérer faire partie du monde du 21<sup>ème</sup> siècle, basé sur le savoir, sensible à l'information, à haute technicité, et économiquement compétitif, à moins qu'il ne s'embarque dans un processus de formation accélérée de capital humain par le biais de l'éducation.

«L'Afrique est entrée dans ce siècle avec un déficit en matière de développement dont nous devons nous débarrasser», a déclaré M. Obasanjo, qui ajoute que le «déficit» du secteur éducatif notamment est un grand déficit. «En conséquence, les gouvernements africains doivent radicalement changer leurs politiques éducatives», a-t-il soutenu.

«Pour les planificateurs de l'éducation en Afrique, le tournant du siècle doit signifier qu'en matière de politiques éducatives, les choses ne peuvent plus être comme avant. Il faut sortir l'éduca-

tion du rang inférieur dans lequel il languit depuis l'indépendance, essentiellement par manque de ressources», a-t-il déclaré devant quelque 1500 délégués.

Le nouveau concept de l'éducation en Afrique doit, entre autres, produire des africains qui soient des citoyens du monde capables de participer et de contribuer à la connaissance technologique, économique et culturelle globale.

M. Obasanjo, dont le pays compte 46 pour cent d'adultes illettrés, a déploré le fait que les pays africains soient toujours aux prises avec l'apport d'éducation de base, alors qu'ailleurs dans le monde, on exploite les opportunités qu'offrent les nouvelles technologies de l'information.

Il a par ailleurs souligné la nécessité pour les gouvernements africains de modifier les politiques d'éducation, en passant du contenu de l'éducation au processus même d'éducation. «Tout comme le reste de l'humanité, l'Afrique ne doit pas poser la question de savoir 'quel est le degré d'instruction d'un enfant', mais 'dans quelle mesure l'enfant est devenu prêt pour l'apprentissage, et impliqué dans l'apprentissage».

M. Obasanjo a également invité les donateurs à fournir leur part d'effort en aidant les pays africains à remplir leurs engagements vis-à-vis de l'éducation pour tous, en particulier dans les domaines de l'annulation de la dette et de la coopération internationale. La communauté internationale devra aider les pays pauvres d'Afrique à relever ces défis, pour que le continent puisse, dès le début du siècle, s'élever sur le plan de l'éducation, pour faire partie de la grande dynamique mondiale du siècle présent.

Il n'en faut pas moins pour les principes de solidarité internationale.

L'éditorial de Djibril Diallo

Directeur Bureau des communications du PNUD  
Porte-parole du Forum mondial sur l'Éducation

## Kofi Annan, l'Afrique et l'ONU

**M**ercredi 25 avril 2000, 16 heures 15. C'est officiellement la fin de la conférence de presse accordée par le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, dans le cadre du Forum mondial sur l'éducation, ouvert le matin à Dakar. Alors que son porte-parole s'appretait à annoncer la clôture des échanges avec les journalistes, Kofi Annan prend la parole et demande aux chefs des cinq agences organisatrices du Forum (PNUD, Banque mondiale, UNESCO, UNICEF, FNUAP) de s'adresser à l'audience pour expliquer les objectifs spécifiques de leurs organisations par rapport au thème central du symposium : l'éducation de base pour tous avant 2015.

Ce geste du secrétaire général de l'ONU n'étonne pas ceux qui connaissent bien l'homme et sa vision. Kofi Annan a déployé d'inlassables efforts pour faire travailler ensemble toutes les agences du système des Nations Unies dans le cadre de ce qu'il a coutume d'appeler "pooling, not pulling".

En d'autres termes, la vision de Mr Annan est celle d'une gestion consensuelle pour une synergie onusienne inter-agences. Calme, pondéré, ce leader qui prend son temps pour répondre, est un partisan de la révolution silencieuse (quiet révolution, en anglais), c'est-à-dire d'actions tranquilles et efficaces pour des réformes majeures, sans tambour ni trompette. De mémoire de citoyen du monde, on a rarement vu un secrétaire général des Nations Unies ayant fait ressortir davantage que Kofi Annan la dimension économique et sociale des actions de l'ONU, plutôt que la dimension politique, plus facile à décrire. C'est à la lumière de cet état d'esprit que l'on doit mettre en perspective l'appel qu'il a lancé en direction des organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile dans l'allocation qu'il a prononcé à l'ouverture du Forum mondial sur l'éducation : «Les ONG et la nouvelle génération de militants auxquels l'Internet ne seront pas en reste. Chacune dans son domaine, diverses ONG ont apporté des contributions remarquables au progrès de l'éducation dans bien des pays, et maintenant elles s'allient pour mener une campagne à l'échelle mondiale. Et d'ajouter : «Aujourd'hui, je dis aux ONG : sans vos compétences, votre énergie et votre présence dans les régions les plus reculées, nous ne pouvons pas gagner la bataille de l'éducation des filles. Et je vous le promets, nous vous écouterons».

C'est avec une attitude d'ouverture militaire que Kofi Annan entreprend actuellement sa tournée en Afrique, un continent pour lequel il a obtenu tant d'initiatives et de contributions majeures d'experts, de philanthropes et de bailleurs de fonds, afin d'entraver le cercle vicieux de la pauvreté et des conflits. ●

## Lors de la présentation du rapport sur l'Éducation 2000 Mme WADE propose une Alliance des femmes pour l'Éducation

Mme Viviane Wade a annoncé jeudi à Dakar sa décision d'écrire à toutes les épouses de Chefs d'État pour une "Alliance des Femmes pour le droit des Femmes à l'éducation". L'épouse du Président Abdoulaye Wade du Sénégal promet qu'avec ses homologues, elles seront les porte paroles de centaines de millions de femmes dans le monde qui sont privées d'éducation. Mme Viviane Wade, qui s'est longtemps illustrée dans la formation des femmes adultes des banlieues, a mis en place un projet intitulé "Santé et Éducation" dont la principale action sera d'éduquer les familles et les enfants aux éléments élémentaires d'hygiène et de nutrition.

Mme WADE a fait cette déclaration à l'occasion d'une conférence de presse commune avec le Directeur général de l'Unesco, M. Koichiro Matsuura, consacré au lancement du rapport sur l'Éducation 2000.

M. Matsuura a décrit le contenu du rapport dont le thème est Le droit à l'éducation et dont la version française sera disponible en début mai. Le premier chapitre de ce rapport de 178 pages reprend les engagements pris par la communauté internationale au cours des

dernières cinquante années. On peut ainsi y trouver les textes du Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux élaboré en 1966 ; la Convention relative aux droits de l'enfant de 1988 ; la Déclaration mondiale pour l'éducation pour tous de Jomtien en 1990 etc.

A propos de ces différents engagements, M. Matsuura a reconnu que "les résultats obtenus par la communauté internationale n'ont pas été à la hauteur des attentes et que beaucoup d'efforts restent à faire".

Les trois autres chapitres donnent une vue d'ensemble des différents secteurs de l'éducation : éducation de base, enseignement secondaire et enseignement supérieur. Le directeur général de l'Unesco a déclaré que malgré la priorité donnée à l'éducation de base, du fait de son caractère de droit humain fondamental, l'enseignement supérieur et la formation technique ne seront pas délaissés par son institution. "A cause même des écarts qui seront créés par la mondialisation et les nouvelles technologies dans l'accès aux connaissances scientifiques et techniques, l'Unesco se doit de faire plus d'effort dans ce domaine", a-t-il déclaré. ●